

**Collectif (1990) De l'espace pour le local. Revue internationale
d'action communautaire. 22/62**

Lizette Jalbert

Volume 35, Number 95, 1991

Partenariat et territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022189ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022189ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

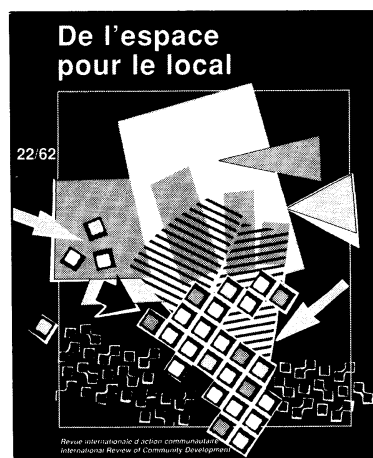
1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jalbert, L. (1991). Review of [Collectif (1990) De l'espace pour le local. Revue internationale d'action communautaire. 22/62]. *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95), 445–447. <https://doi.org/10.7202/022189ar>

COLLECTIF (1990) *De l'espace pour le local. Revue internationale d'action communautaire*, 22/62.



Force est de constater que le développement local est devenu un des thèmes porteurs des années 1980. *De l'espace pour le local* introduit aux différentes manières de penser ce phénomène en tant que discours et pratique. Son émergence est d'abord liée à l'environnement de crise qui s'est imposé aux pays occidentaux avec le dernier quart de siècle: crise économique, associée à la restructuration de l'économie mondiale et à la relocalisation des activités économiques et crise de la culture politique dominante, où l'État tend à recouvrir la société civile et à décréter le changement. C'est ce contexte qui a contribué à la prise de conscience de l'épuisement du modèle de «développement par le haut» typique de l'après-guerre. Ce modèle, en faisant du centre le moteur du développement, qu'il s'agisse de l'État ou de la grande entreprise, a réduit en quelque sorte à l'insignifiance toute problématique et toute action inspirées par la périphérie. Mais voilà qu'à la faveur de la conjoncture de crise fait surface un nouveau dynamisme des milieux locaux, entraînant les élites politiques et économiques comme les milieux communautaires, tous cherchant à jouer un rôle plus actif dans l'économie et la société locales avec la perspective d'y trouver une solution de rechange (Hamel, p. 131). L'ensemble de ces facteurs internes et externes vont donc contribuer à ce qu'on a appelé le «retournement vers le local».

Mais que signifie un tel retournement? L'effacement de l'État purement et simplement? L'explosion de la spontanéité, de l'auto-développement, de la solidarité, de l'identité retrouvée? Les contributions de ce numéro de la RIAC ne manquent pas de souligner la tension qui existe entre ces deux pôles de l'État et de la société civile auxquels est soumis le développement local. Elles en révèlent la double signification: à la fois problématique des autorités gouvernementales et alternative à l'intégration, soutenues par certains mouvements sociaux, urbains et ruraux (Allarie, p. 180).

En effet, si on peut constater une modestie accrue de la part de l'État, on le doit non seulement à l'initiative des mouvements locaux mais à l'action de l'État lui-même qui introduit diverses réformes (Mormont, p. 151). Cette offre d'État

s'exprime par le rôle davantage incitatif et de coordinateur qu'il adopte dans le but de mobiliser les énergies locales, sans perdre de vue sa préoccupation pour l'efficacité et l'économie que traduit le délestage de certaines fonctions vers le local (Ahtik, p. 142).

Parallèlement, le discours des acteurs du développement local a tendance à s'articuler autour d'un projet de société plutôt que d'un strict projet économique, les développeurs redécouvrant l'incidence stratégique des facteurs culturels et sociaux sur l'action économique. Cependant, la polyvalence du développement local demeure, et elle est non exempte d'ambiguïté et d'opposition. Considérons à cet égard les logiques et les valeurs sur lesquelles il s'appuie, les acteurs nombreux qui constituent le local, la nature des expériences engagées et le lieu d'où elles émergent (Hamel, pp. 127-130; Mormont, pp. 162-163). C'est ce que montrent concrètement les études de cas présentées par Pickvance, Buck, Filion, Andrew, Roux, Biarez et Gerbaux. Ces auteurs soulignent aussi amplement les nombreuses contraintes et limites qui pèsent sur les politiques et les projets locaux: dépendance à l'endroit du capital, étanchéité des secteurs de développement, exclusion du public de la participation, timidité des efforts consentis et des moyens mis en oeuvre par les élites, manque de formation à la base, etc.

Mais nonobstant les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du développement local, une nouvelle orientation semble toutefois imprimer les multiples expérimentations poursuivies. Elle concerne la gestion mixte du développement local, qui associe État, pouvoirs locaux et mouvements sociaux dans une démarche convergente mais non consensuelle, augurant une conception postkeynésienne du social (Klein, p. 193).

À ce renouvellement des pratiques sur le terrain a aussi correspondu une relance de la problématisation du développement local dont les traits majeurs sont ainsi capsulés dans l'introduction: «Alors qu'on étudiait jadis le local comme lieu de résistance capable de faire échec à la planification centralisée, on y chercherait plutôt aujourd'hui des capacités innovatrices. Alors qu'on mettait l'accent sur la détermination institutionnelle du local, on est aujourd'hui au contraire porté à s'intéresser au degré d'autonomie des acteurs locaux et à leur capacité de proposition (Hamel et Mormont, p. 4). Certes, innovation et autonomie peuvent tout autant servir d'utopie mobilisatrice pour les acteurs de la base que d'idéologie manipulatrice ou vertueuse pour les acteurs politiques et les cadres militants. Mais ce que comporte d'essentiel cet angle d'approche réside dans le déplacement de l'intérêt des chercheurs qui braquent dorénavant leur objectif sur les acteurs et leurs stratégies plutôt que sur les seules structures, évitant de séparer l'économie du social et du culturel. De plus, prenant en compte la multiplicité des manières d'intervenir dans le local, les chercheurs valorisent l'examen des modèles culturels de développement et repoussent la tentation d'appliquer aux dynamismes locaux un instrument de mesure unique.

La réflexion menée dans ce numéro sur les approches et la réalité du développement local nous a fourni une riche documentation. Elle se termine sur une série d'interrogations sans prétendre trancher entre les diverses avenues qu'elle

a ouvertes au champ de la recherche et qu'elle indique ici et là comme voies de restructuration des rapports entre le pouvoir central et les espaces locaux.

Lizette Jalbert
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

WOLCH, Jennifer R. (1990) *The Shadow State: Government and the Voluntary Sector in Transition*. New York, The Foundation Center, 286 p.

La sous-traitance ne se répand pas seulement dans la sphère économique. Le rétrécissement de l'État-providence serait compensé par l'expansion de ce que Jennifer Wolch appelle le «secteur volontaire», c'est-à-dire cet ensemble de groupes communautaires, d'associations de charité, d'organisations sans but lucratif (OSBL) et d'organismes non gouvernementaux (ONG) qui oeuvrent dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux; qui bénéficient d'exemptions fiscales; qui reçoivent, souvent au compte-goutte, un appui financier de l'État et du public; et qui font largement appel au bénévolat. Ainsi défini, ce secteur recouvre une grande partie du secteur communautaire, appelé aussi «tiers secteur» ou «économie sociale» dans la littérature francophone. Encore faut-il préciser que le tiers secteur inclut habituellement les coopératives de production de biens, qui ne semblent pas faire partie de l'univers exploré par J. Wolch, cet univers étant essentiellement celui de la reproduction sociale.

La préoccupation principale de l'ouvrage porte sur les rapports de sous-traitance qui s'établissent entre l'État et le tiers secteur. Dans la mesure où des formes de contrôle accompagnent le financement accordé au tiers secteur par le gouvernement et l'achat de services de celui-ci auprès de celui-là, J. Wolch propose l'expression de *shadow state* pour désigner le rapport de dépendance dans lequel se retrouve le secteur volontaire. Le *post-welfare state* étendrait son ombre sur le tiers secteur. Bien que l'auteure n'utilise pas explicitement cette analogie, l'impression se dégage que l'État donneur d'ordres dans la sphère de la reproduction sociale agirait un peu comme la grande entreprise qui «fait-faire» une partie de ses activités. Ce rapprochement est d'ailleurs mentionné par d'autres auteurs, dont Louis Favreau dans *Mouvement populaire et interventions communautaires* (Montréal, Centre de formation populaire, 1989). Quant à l'expression *shadow state*, elle rejoint le titre, et le propos, de la thèse de doctorat d'Anne-Marie Séguin, *Un quartier à l'ombre de l'État: les transformations sociales et spatiales du quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec* (Québec, Université Laval, département de géographie, 1990).

Selon J. Wolch, les groupes et organismes du secteur volontaire peuvent être analysés en les situant sur trois dimensions: 1) le degré de marchandisation des